

# Réaction de Laurence Ndong sur l'arrestation arbitraire et la torture subie par les journalistes et l'ensemble des personnels de Nord Edition

Dans tous les pays du monde, il est admis que l'on tend vers le progrès c'est-à-dire vers ce qu'il y a de mieux. L'espérance de tous les êtres humains normaux est de tendre vers le mieux et ce sur tous les plans, personnel, professionnel, familial, etc. Même le vin, dit-on, se bonifie avec le temps.

L'avènement du multipartisme a vu la naissance d'une presse libre, indépendante et parfois engagée. Cette presse a souvent subi des pressions qui se résument à des interdictions de parution par un Conseil National de la Communication aux ordres comme tout le reste des Institutions du pays.

BOA ayant le chic de faire mieux dans l'horreur a poussé le bouchon le 03 novembre dernier en envoyant sa milice, des hommes armés jusqu'aux dents et encagoulés, violer les locaux d'Echos du Nord et Faits Divers, du groupe Nord Edition, et perpétrer des arrestations on ne peut plus arbitraires sur l'ensemble des personnels, journalistes, chauffeurs, techniciennes de surface, présents au moment de leur arrivée. Pour quel défit ? Pour quel crime ? S'il y a un reproche à faire pour ce qui est de l'exercice de la profession de journaliste, pourquoi ne pas saisir les instances autorisées à étudier la question et à décider et/ou faire appliquer des sanctions si besoin est ?

BOA a choisi de s'installer dans la répression, arrestations arbitraires suivies de tortures et de traitements on ne peut plus odieux. S'il est vrai que les hommes et les femmes sont égaux, et ce n'est pas l'experte en Approche Genre et Développement que je suis qui va dire le contraire, il n'en demeure pas moins que dans toutes les sociétés, les hommes qui se respectent évitent de s'en prendre aux femmes de manière violente à cause de ce qu'elles représentent dans la société. Mais, BOA, qui ne respecte rien ni personne, s'en prend aux femmes. Toutes les femmes arrêtées dans les locaux de Nord Editions ont été molestées, battues et torturées (MENGUE Anick, Myjola NKENE et Raissa OYASSEKO, particulièrement). Je voudrai ici témoigner tout mon soutien à ces vaillantes et



brillantes compatriotes et dire aussi mon indignation face aux actes on ne peut plus répréhensibles de ce régime. D'ailleurs, dans mon livre « Gabon, Pourquoi j'accuse... », je m'étais indignée au sujet du traitement honteux et indigne qu'avait infligé les forces de « l'ordre » à nos mères commerçantes en les amenant au commissariat en tenue d'Eve et ne s'étaient pas gênés de les filmer et de publier ces images sur Internet.

Force est de constater que le Gabon est le pays dans lequel tout va à reculons. Pour reprendre les propos du Président de la République M. Jean PING, le Gabon entre dans l'histoire à reculons. Pour ceux qui vivent à l'étranger, le retour au pays est souvent très difficile parce que au lieu de constater des progrès, on remarque souvent que les routes, les immeubles, les maisons sont plus abîmés que lors du précédent voyage. Le niveau de vie des populations lui aussi décroît d'année en année, à tel point qu'aujourd'hui, tous les indicateurs sociaux sont au rouge. Le pays est à la traîne pour tout ce qui a trait au développement.

Outre les questions de développement sur lesquelles le pays est à la traîne, il y a aussi et surtout la question de la démocratie et des libertés fondamentales. Sur ce plan également, le pays ne cesse de faire de formidables bonds en arrière sous la houlette de Bongo Ondimba Ali (BOA). Le recul de la démocratie, la violation de toutes formes de liberté (individuelles, fondamentales) sont si flagrants qu'aujourd'hui c'est une lapalissade de dire que la dictature de BOA se renforce et ramène le pays sous des ères que d'autres pays ont déjà traversé depuis près d'une trentaine

d'années. Lors d'une visite au Parlement européen à Strasbourg au plus fort de la tentative de coup d'État militaro électoral du 31 août dernier, l'un des députés roumains que nous avons rencontré n'a eu de cesse de nous faire remarquer que le comportement de BOA est très voisin de celui de Nicolae Ceausescu, mais Ceausescu, c'était en 1990. Depuis, la Roumanie tend à consolider la démocratie et l'État de droit.

Or, en cette même année 1990, on croyait que le Gabon s'était mis lui aussi sur le chemin de la démocratie et de l'État de droit. La conférence nationale, non souveraine malheureusement, avait donné lieu à une Constitution établissant le multipartisme, l'élection présidentielle à deux tours, limitant le nombre de mandat présidentiel à deux consécutifs et ramenant le septennat en quinquennat. Aujourd'hui, 26 ans plus tard, des éléments précités, il ne reste qu'un pseudo multipartisme.

Je dis pseudo multipartisme non pas parce qu'il n'existe pas de partis d'opposition, bien au contraire, il y-en a tellement, rapporté à la population en âge de voter, le Gabon doit être le pays qui a le plus de partis politiques. Certains de ces partis sont bien, voire très bien organisés. Le problème se situe au niveau de la gestion de la vie des partis politiques par le pouvoir en place. Ce dernier confisque les médias d'État au détriment des partis d'opposition, comme le fait remarquer la mission d'observation des élections de l'Union européenne dans sa déclaration préliminaire sur le déroulement de la dernière élection présidentielle. Le fait est si patant qu'une simple apparition sur un média

d'État suffit à démontrer votre accointance avec le régime dictatorial. Seul le parti au pouvoir bénéficie d'un financement par le biais des fonds politiques alloués au Président de la République qui jusqu'ici était aussi le président du parti au pouvoir. Ces fonds s'élevaient à 600 milliards de FCFA par an.

Les partis d'opposition n'ont pas accès aux médias d'État, ils ne bénéficient pas de financement public. Sous BOA, ils ont aussi perdu le droit de se rassembler dans les lieux publics comme dans des espaces privés. En fait, un seul parti existe et a tous les droits, c'est le PDG au pouvoir depuis près de 50 ans.

Une question me taraude l'esprit : comment peut-on vouloir diriger un peuple que l'on décime parce qu'on a pour lui aucune considération ? Sous le régime de BOA, les hommes et les femmes sont emprisonnés arbitrairement et torturés. Les jeunes ont payé le plus lourd tribut lors des repréailles qui ont suivi la proclamation des faux résultats de l'élection présidentielle du 27 août dernier. En fait, cette question a du sens si on considère qu'on a affaire à un homme normal. Mais, les actions de BOA montre qu'en fait, il n'est pas normal. BOA est l'homme de toutes les contradictions. A titre d'exemple : il va marcher à Paris pour soutenir la liberté d'expression quand dans son pays, il musèle, agresse, opprime la presse ; il décrète la décence de la femme, mais n'est en rien dérangé par les mauvais traitements que subissent les femmes qui ne font pas ce qu'il veut ; il se dit le président des jeunes mais a ordonné que ces derniers soient abattus pire que du gibier parce qu'ils n'ont pas voté pour lui et ont tenu à le faire savoir.

Il est plus que temps pour le Gabon d'être débarrassé de cet individu à la tête de notre pays.

Surtout, on ne lâche rien. Nous devons continuer de montrer à ce régime qu'il est illégitime et illégal. Ce sont des fraudeurs dont les limites en matière de gouvernance sont connues. Résistons jusqu'à ce que le résultat de notre vote soit reconnu et que notre Président de la République, M. Jean PING puisse assumer pleinement la charge que nous lui avons confiée.